

# Engagements au titre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le secteur agricole

3-5 octobre 2018

Hôtel Fleur de Lys, Dakar, Sénégal



## Rapport de formation

Organized by



With support from



INTERNATIONAL  
CLIMATE CHANGE,  
AGRICULTURE AND  
FOOD SECURITY



Norad

# Sommaire

Introduction.....	2
Préparation.....	3
Participants.....	4
Travaux / Activités de groupes.....	4
Résultats de l'évaluation de l'atelier .....	8
Leçons apprises .....	9
Prochaines étapes .....	9
Annexes .....	10
Annexe 1 : Agenda de l'atelier .....	10
Annexe 2 : Liste des participants.....	12

Organized by



With support from



## Introduction

Aujourd'hui la prise de conscience par rapport à la problématique du changement climatique dans les pays du Sud, ne fait plus de doute. Le changement climatique (CC) constitue un défi majeur pour le développement économique et social des pays de l'Afrique au Sud du Sahara. Ces pays sont particulièrement vulnérables, car leurs économies fondées sur l'exploitation des ressources naturelles locales sont fortement sensibles au climat. La ratification de l'Accord de Paris en 2016 suscite beaucoup d'espoirs mais il met aussi les pays en face de leurs responsabilités d'autant que ces derniers sont amenés à établir des contributions déterminées au niveau national (CDN) pour les activités d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'adaptation, et en plus ils devront surtout les mettre en œuvre sous peu.

En général, dans les pays en développement, le secteur de l'Agriculture est un élément clé par rapport aux composantes que sont l'atténuation ainsi que les plans d'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, tous les ministères sectoriels, y compris le ministère de l'Agriculture, par exemple, ne sont pas toujours outillés de manière satisfaisante pour appréhender parfaitement les processus de la CCNUCC, les négociations mondiales sur le climat et leur rôle dans la contribution aux engagements nationaux en matière de changement climatique et notamment celle des CDN. La GIZ, dans le cadre de son soutien aux institutions de l'Union africaine, collabore avec le NEPAD pour aider les pays africains à mettre en œuvre leurs engagements en matière de CDN en créant un espace de renforcement de capacité des acteurs. A cet effet, le NEPAD et le CCAFS ont uni leurs forces et, avec le soutien de la GIZ, pour organiser un atelier de formation du 03 au 05 octobre 2018 à Dakar (Sénégal) à l'intention de participants du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Malheureusement, la délégation guinéenne n'a pu prendre part aux travaux. Les participants venaient des ministères de l'agriculture, de l'environnement, des finances et de la planification.

L'objectif général de la formation était de renforcer les capacités du personnel des divers ministères pour une planification et mise en œuvre réussies des composantes agricoles des CDN. Il s'agissait de créer une compréhension plus large des CDN dans le but de permettre aux participants de mieux comprendre (a) Qu'est-ce qui doit être fait ? (b) Comment cela peut-il être fait ? (c) Où peuvent-ils trouver un soutien supplémentaire ? et (d) Quels sont les outils existants qui peuvent être utilisés à cette fin ?

La formation s'articule autour de six (06) modules et des activités sous forme de travaux de groupe, le tout dispensé sur trois (03) jours. Les modules dispensés au cours de la formation s'intitulent ainsi :

- Module 1 : Initiatives de la CCNUCC concernant l'agriculture et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) ;
- Module 2 : Agriculture intelligente face au climat et définition des priorités – comment prendre des décisions et mettre point des projets bancables ;
- Module 3 : Financement climatique, y compris les exemples d'études de cas présentés par les pays 1-2 ;
- Module 4 : Mobilisation du secteur privé – études de cas et bonnes pratiques ;
- Module 5 : Différenciation et inclusion sociales pour un développement équitable ;
- Module 6 : MDV intégrée pour la réduction des émissions de GES et l'adaptation.

Organized by



With support from



Quant aux activités de travaux de groupe, elles sont adossées aux différents modules de formation et servent en somme de travaux pratiques aux participants. Nous pouvons distinguer entre autres :

- Activité A : Discussion en petits groupes sur les aspects agricoles existants des CDN de chaque pays
- Activité B : Marché des outils – démonstrations d’outils pour la définition de priorités *ex ante*.
- Activité C : Examen et planification du financement climatique
- Activité D : Réflexion stratégique sur la mobilisation du secteur privé aux niveaux national et régional
- Activité E : Défis et solutions pour la MDV
- Activité F : Mécanismes de coordination et intégration de la planification

Lors de la session d’ouverture, le NEPAD a rappelé avec grand intérêt les objectifs entrevus à travers cet atelier de formation, mais qui du reste est aussi un atelier de partage et d’échanges. Le NEPAD a aussi attiré l’attention des participants sur la capitalisation des acquis de cet atelier, notamment dans le cadre du processus de révision des CDN.

## Préparation

Le CCAFS a coordonné le développement du contenu des modules. Du reste, en plus de l’assistance organisationnelle, six (06) experts du CCAFS et du CGIAR ont dispensé des modules de formation et participé au déroulement de l’atelier. Différentes ressources, voire supports ont été utilisés comprenant le matériel propre au CCAFS que des ressources des centres du CGIAR et d’autres organisations telles que l’Institut des ressources mondiales (WRI), le Réseau de connaissances sur le climat et le développement (CDKN), l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et bien d’autres. Les modules ont été conçus et taillés sur mesure afin de minimiser les potentiels chevauchements ou répétitions dans les présentations. Les activités de groupe et les questions à discuter ont été préparées par Laura Cramer avec les contributions de différents experts du programme CCAFS. Le but principal recherché dans ces exercices est de stimuler les interactions entre les participants sur les sujets traités et de favoriser le dialogue entre les ministères présents par pays.

Le CCAFS a engagé un facilitateur (Dr Jacques-André NDIONE) pour animer l’atelier, et les présentateurs ci-dessous ont été mis à contribution :

- Dr Mbaye DIOP (ISRA/Sénégal), a dispensé le module 1 ;
- Dr Robert ZOUGMORE (CCAFS, Afrique), à qui revenait la responsabilité de dispenser le module 2 ;
- Mme Madeleine DIOUF SARR (Responsable de la Division Changements climatiques, Ministère de l’Environnement et du développement durable, Sénégal), a entretenu les participants sur le module 3 ;
- Dr Hippolyte AFFOIGNON (Économiste, ICRISAT Bamako), quant à lui a devisé du module 4 ;
- Dr Mathieu OUEDRAOGO (Agroéconomiste (CCAFS-AO, ICRISAT Bamako), a dispensé le module 5 ;

Organized by



With support from



- et enfin, Dr Patrice SAVADOGO (Chercheur spécialiste des systèmes agroforestiers, ICRAF) a dispensé le module 6.

Toutes ces ressources humaines de qualité ainsi que les supports de formations ont donné un cachet particulier à la réussite de cet atelier.

## Participants

Il revenait au NEPAD d'assurer l'organisation logistique de l'atelier, incluant bien entendu la réservation d'hôtel, les invitations des participants ainsi que tous les préparatifs de voyage y afférant. A cet effet, des lettres d'invitation ont été envoyées aux ministères ciblés.

Les participants provenaient du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Malheureusement, la délégation guinéenne n'a pu prendre part aux travaux. Les participants, au nombre de 25, sont des experts des ministères de l'agriculture, de l'environnement, des finances et de la planification. Une liste complète des participants et des présentateurs se trouve à l'annexe 2.

## Travaux / Activités de groupes

Cet atelier de formation est conçu sous un double format, avec à la fois des sessions en plénière et des travaux de groupe, réunissant les délégations en fonction de leur pays ou non. Ainsi, les exercices ou activités en groupe ont été organisés pour discuter du contenu présenté et aider les participants à utiliser les connaissances apprises et appliquer certains outils au cas de leur propre pays.

A cet effet, le premier jour a enregistré deux activités de groupe. Le premier exercice de groupe (*Activité A : Discussion en petits groupes sur les aspects agricoles existants des CDN de chaque pays*) consistait pour les participants de chaque pays à s'asseoir ensemble et deviser à propos de la CDN de leur pays pour identifier le rôle prévu du secteur agricole. Cela est d'une grande utilité dans la mesure où les participants ne sont pas toujours



au même niveau d'information, voire d'appropriation de la quintessence de la CND de leur pays. Ils ont reçu alors une copie en papier de leur CDN qu'ils ont eu à examiner minutieusement (photo n°1). En restitution, chaque pays a expliqué comment le secteur agricole était pris en compte par la CDN. Toujours dans l'après-midi du premier jour, la seconde activité de groupe a porté sur le « Marché des outils ». Il s'agit d'une visite sous forme de démonstrations d'outils pour la définition de priorités *ex ante* (photo n°2). Les participants ont été répartis en quatre petits groupes qui se sont succédés aux différentes tables des présentateurs. À la table de Dr Mathieu Ouédraogo, ils ont été informés des

Organized by



With support from





profils pays de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) élaborés par le CCAFS pour différents pays comme un aperçu de la manière dont l'AIC peut aider ces pays à s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets, compte tenu des défis agricoles spécifiques auxquels ils sont confrontés. À une autre table, M. Patrice Savadogo a présenté aux participants des modèles de cultures utiles afin de leur permettre de comprendre quelles cultures seraient les plus durement touchées et lesquelles pourraient tirer parti des changements prévus du climat, le but étant d'aider à hiérarchiser les efforts de recherche et de vulgarisation en conséquence. Le troisième outil, présenté par Dr Robert Zougmore, est l'approche des scénarios du futur adoptée par le CCAFS et ses partenaires pour aider à mieux envisager des avenir plausibles et à utiliser ces scénarios pour élaborer des politiques plus robustes susceptibles de résister à toute une gamme de possibilités. Le quatrième intervenant sur le marché était M. Hippolyte Affognon, qui a examiné avec les participants plusieurs outils d'analyse coûts-avantages de nature à faciliter la prise de décision et l'élaboration des politiques.

Le deuxième jour de l'atelier a vu se dérouler les activités de groupes C et D, qui concernent respectivement : « *Activité C : Examen et planification du financement climatique* » et « *Activité D : Réflexion stratégique sur la mobilisation du secteur privé aux niveaux national et régional* ». Dans la matinée, l'Activité C a été menée en organisant les participants en petits groupes autour des thèmes suivants : agroforesterie, cultures vivrières, cultures de rente, élevage et services d'information sur le climat. Assis aux différentes tables par groupe, les participants ont examiné des projets de financement climatique bancables dans leur sous-secteur. Les groupes sont parvenus à citer plusieurs projets en cours déjà financés dans le cadre du financement climatique dans les domaines d'intérêt, ainsi que nombre d'autres projets recelant un potentiel d'adaptation ou d'atténuation, voire les deux. Les institutions qu'il convient d'associer à cet effort étaient nombreuses, notamment l'État, les instituts de recherche, les assureurs, les entités financières et les entreprises agroalimentaires du secteur privé.

L'Activité D, organisée l'après-midi du deuxième jour, s'est appuyée sur les travaux de groupe de la matinée et les participants ont été invités alors à réfléchir aux voies et moyens de faire participer le secteur privé aux projets potentiels énumérés le matin. Ceux-ci ont reconnu la nécessité d'assurer la participation de tous les acteurs qui interviennent le long de la chaîne de valeur, y compris les fournisseurs d'intrants, les transporteurs, les transformateurs et les bailleurs de fonds.



Enfin, le troisième jour, a vu l'accomplissement des deux dernières activités de groupe, à savoir : « *Activité E : Défis et solutions pour la MDV* » et « *Activité F : Mécanismes de coordination et intégration de la planification* ». En effet, la première impliquait l'ensemble du groupe identifiant d'abord 6 à 8 défis relatifs à la MDV. Mais, pour les besoins de cet exercice, nous nous sommes limités à trois défis une fois le vote établi... En effet, les participants ont été invités à utiliser des post-it pour écrire les solutions possibles aux problèmes et à les coller sur le tableau à feuilles approprié. Les

Organized by



With support from



défis identifiés étaient : i) le renforcement des capacités, ii) les données nécessaires pour la MDV et iii) le cadre institutionnel opérationnel. Chaque thème a fait l'objet de restitution en plénière sous forme de power point en déclinant clairement : i) la structure responsable, ii) les associés (ou partie prenantes), iii) les ressources nécessaires ainsi que iv) le délai nécessaire.

Nous retiendrons surtout de l'atelier de formation (module et activités de groupe) les échanges qui ont concerné les points suivants.

Les messages clés des différents modules de formation :

- bien que l'Accord de Paris tienne lieu de cadre mondial pour la réduction des impacts des changements climatiques, l'action climatique a lieu aux niveaux national, infranational et local ;
- l'agriculture revêt une importance capitale pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, en particulier dans les pays en développement. Un financement est nécessaire pour atteindre les objectifs proposés
- la recherche et l'appui technique sont essentiels pour créer un cadre de transparence solide et applicable dans lequel le renforcement des capacités joue un rôle essentiel ;
- l'agriculture intelligente face au climat (AIC) peut aider les pays à atteindre plusieurs de leurs objectifs de développement et honorer nombre de leurs engagements au titre des CDN ;
- de nombreuses pratiques d'AIC sont spécifiques au contexte et doivent être évaluées pour chaque agroécosystème où elles seront appliquées ;
- il existe de nombreux modèles et outils de hiérarchisation qui peuvent aider à évaluer les options d'AIC afin de déterminer celle qui offrira le meilleur retour sur investissement ;
- les besoins financiers pour la réalisation des objectifs d'adaptation en Afrique sont très importants ;
- il existe un financement pour la réalisation des objectifs d'adaptation et d'atténuation ; il ne provient pas entièrement (ni même pour l'essentiel) d'institutions publiques telles que le Fonds vert pour le climat ;
- les gouvernements doivent réfléchir de manière globale aux sources de financement du climat, ainsi qu'aux meilleurs voies et moyens d'y avoir accès et de les mettre à profit ;
- les flux financiers doivent faire l'objet d'un suivi. Il faudrait tirer des enseignements des expériences d'autres pays et s'en inspirer ;
- engager le secteur privé dans le processus NDC peut stimuler la mise en œuvre et soutenir la croissance économique ;
- intégrer les actions sur le climat avec les politiques à long-terme du gouvernement et les priorités ;
- mettre en œuvre les politiques qui guident et renforcent l'activité économique (au lieu de créer des contraintes pour l'économie) ;
- sécuriser l'accès direct aux fonds (investissements) sur le climat pour les institutions nationales ;
- renforcer la capacité des institutions nationales pour répondre aux besoins des micro, petites et moyennes entreprises ;
- différents groupes sont affectés par le changement climatique de différentes manières. Ils peuvent aussi répondre et aider à atteindre les cibles des CDN à travers différents moyens ;

Organized by



With support from



- un examen attentif de qui bénéficie des flux financiers climatiques est nécessaire pour assurer un développement équitable ;
- l'analyse genre devrait être faite pour toutes les pratiques d'AIC pour augmenter les taux d'adoption ;
- ne pas oublier de prendre en compte la jeunesse quand on met en œuvre les plans CDN et on fournit l'accès aux finances climatiques ;
- la MDV pour les CDN doit regrouper un large éventail de mesures dans tous les secteurs ; par conséquent, elle doit être bien coordonnée à l'intérieur d'un pays ;
- le passage du système de mesure du Niveau 1 à celui du Niveau 2 pour les émissions de l'agriculture et de l'élevage peut favoriser à une quantification plus précise ;
- la MDV de l'adaptation est de plus en plus reconnue par le CCNUCC comme une étape importante du processus d'adaptation aux changements climatiques ;
- les Parties ne disposent pas d'un cadre d'indicateurs commun pour assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif d'adaptation de l'Accord de Paris.

Tout au long des trois jours, les participants ont apporté de nombreuses et précieuses contributions au cours des discussions. On peut classer les principaux problèmes mis en exergue dans les catégories générales suivantes : les problèmes mondiaux, les problèmes techniques, les problèmes de financement et les questions stratégiques et de coordination.

S'agissant des problèmes mondiaux, les participants ont évoqué la nécessité de définir une position africaine commune à la COP sur le climat ; ceci peut aider à renforcer leur position car, en rang dispersé, les pays n'ont pas beaucoup de pouvoir de négociation. Les participants ont également abordé la question de la fréquence de l'évaluation des CDN (si elle doit se faire tous les 5 ou 10 ans) et de leur mise à jour, ainsi que du processus selon lequel cette mise à jour doit se faire. Ils ont également discuté du rôle que devraient jouer les institutions régionales (UEMOA, CEDEAO), notamment en aidant les pays à mettre en place un bon système de MDV tel que des directives sur la Gestion axée sur les résultats (GAR).

Les préoccupations d'ordre technique abordées concernaient la mise à échelle ; l'instauration d'un inventaire de carbone dans le secteur de l'agroforesterie ; la place de l'innovation dans l'AIC ; et la nécessité de mettre en place un programme de collecte de données afin de documenter le changement climatique. Des discussions ont eu lieu sur la place de l'élevage et la nécessité de le séparer de l'agriculture. La question de la pérennisation de l'accès à l'information climatique, en particulier dans les pays où les données climatiques sont souvent monnayées, a soulevé celle de la relation entre services météorologiques et services agricoles. Il est ressorti des discussions que l'information climatique est de plus en plus considérée comme un intrant agricole. Les discussions ont porté également sur la nécessité d'identifier des indicateurs pertinents pour la mesure, la déclaration et la vérification (MDV).



Au nombre des problèmes de financement, les participants ont mentionné la difficulté d'établir une distinction plus claire entre les dépenses liées à la lutte contre le changement climatique et les autres dépenses, ainsi que le rôle des ONG dans le financement climatique.

Enfin, les problèmes stratégiques et de coordination ont été mentionnés à plusieurs reprises comme des obstacles à surmonter. De l'avis des participants, les CDN sont des engagements nationaux relevant des enjeux stratégiques spécifiques au pays et, à ce titre, elles ne devraient pas être confiées à des consultants. Ils se sont accordé également à reconnaître que l'AIC devrait être intégré dans la nouvelle documentation de planification agricole. L'implication des ministères sectoriels, en particulier le Ministère des finances, dans la formulation des CDN a été jugée essentielle. Au-delà des ministères, la place de la recherche, des universités et des institutions de recherche dans la rédaction des CDN a également été mentionnée. Dans tous les cas, il y a lieu de prendre en compte les minorités et les populations vulnérables.

## Résultats de l'évaluation de l'atelier

A la fin des trois jours d'atelier, les participants ont été invités à remplir un questionnaire concernant l'utilité de l'atelier de formation. Les résultats sont présentés dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous. Ces résultats sont comparables à ceux de l'évaluation du premier atelier de formation tenu à Nairobi en avril 2018.

**Tableau 1: Résultats de la question 1 de l'évaluation du cours**

Accord avec les déclarations	Moyenne (sur 5)
Les objectifs de la formation étaient clairement définis.	4.5
Les thèmes abordés étaient pertinents pour moi.	4.7
Le contenu était organisé et facile à suivre.	4.4
Le matériel distribué a été utile.	4.2
Le temps consacré à la formation a été suffisant.	2.8
La salle de réunion et les installations étaient adéquates et confortables.	2.1

5 = Tout à fait d'accord; 4 = D'accord; 3 = neutre; 2 = Pas d'accord; 1 = Pas du tout d'accord

**Tableau 2: Résultats de la question 2 de l'évaluation du cours**

Quelle était l'utilité des sujets?	Moyenne (sur 4)
Introductions et brise-glace, structure du cours et attentes	3.5
Module 1 : Initiatives de la CCNUCC concernant l'agriculture et les Contributions déterminées au niveau national (CDN)	3.4
Activité A : Discussion en petits groupes sur les aspects agricoles existants des CDN de chaque pays	3.5
Module 2 : Agriculture intelligente face au climat et définition des priorités	3.8
Activité B : Marché des outils	3.4
Module 3 : Financement climatique	3.6
Activité C : Examen et planification du financement climatique	3.6
Module 4 : Mobilisation du secteur privé	3.5

Activité D : Réflexion sur la mobilisation du secteur privé	3.4
Module 5 : Différenciation et inclusion sociales pour un développement équitable	3.6
Module 6 : MDV intégrée pour les émissions de GES et l'adaptation	3.7
Activité E : Défis et solutions pour la MDV	3.6
Activité F : Mécanismes de coordination et intégration de la planification	3.5

4 = extrêmement utile; 3 = utile; 2 = légèrement utile; 1 = pas du tout utile

## Leçons apprises

En dépit de la bonne évaluation globale de l'atelier par les participants, il subsiste des domaines qui appellent des améliorations. L'une des principales leçons apprises concerne la nécessité d'améliorer la coordination entre et au sein des deux institutions organisatrices de la formation, en l'occurrence le CCAFS et le NEPAD. Il convient d'améliorer les canaux de communication afin d'éviter les problèmes rencontrés, notamment l'insuffisance des places dans les salles en raison du nombre incorrect de participants communiqué au bureau des conférences de l'hôtel. Certains participants ont signalé également que la prise des dispositions d'ordre logistique avait été trop tardive et aurait pu l'être plus tôt. À l'avenir, l'évaluation des avantages comparatifs des organisations pourrait aider à déterminer celle qui est la mieux placée pour prendre ces dispositions.

L'approche de l'exercice sur le marché des outils a mieux fonctionné que celle adoptée à Nairobi. À l'avenir, il serait préférable que les ressources soient planifiées et mise à disposition à l'avance afin de pouvoir les enregistrer sur les clés USB distribuées aux participants. Les autres exercices de groupe ont également mieux fonctionné qu'à Nairobi car les participants avaient l'expérience nécessaire pour contribuer aux discussions.

Les efforts déployés en vue de réduire le programme à deux jours et demi n'ont pas produit les résultats escomptés, dans la mesure où le temps de discussion a souvent dû être raccourci. L'avantage de l'atelier est de permettre aux participants de partager leurs expériences et il convient de laisser suffisamment de temps pour les discussions en plénière. Par ailleurs, il y a lieu d'éviter, à l'avenir, que la fin de l'atelier tombe un vendredi dans un pays à prédominance musulmane afin que les trois jours prévus puissent être pleinement mis à profit.

## Prochaines étapes

A cet atelier de Dakar, les délégations des pays ayant pris part aux travaux ont été composées des ministères de l'agriculture, de l'environnement, des finances et de la planification. Dans le futur, ce dialogue et les synergies qui ont découlé de cette réunion doivent être poursuivis ; tel est le souhait du NEPAD et du CCAFS. Chaque composante de l'Etat mérite sa place dans le débat relatif aux changements climatiques.

Cela participe certes d'une approche participative et inclusive, mais aussi milite pour la bonne estimation des choses ainsi que de leur couverture afin que les documents nationaux tels que les CDN reflètent la vraie réalité de nos pays, sur la base de données fiables et des indicateurs pertinents.

# Annexes

## Annexe 1 : Agenda de l'atelier

### 3 octobre 2018, 1<sup>er</sup> jour : Planter le décor

### Animateur

8 h 30 - 9 h 00	Inscription des participants	
9 h 00 - 9 h 30	Bienvenue Introductions et brise-glace, aperçu du cours (feuille de route) et attentes	Kwame Ababio Jacques André Ndione, Centre de Suivi Ecologique
9 h 30 - 10 h 45	Module 1 : Initiatives de la CCNUCC concernant l'agriculture et les Contributions déterminées au niveau national (CDN)	Dr Mbaye Diop, Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA)
10 h 45 - 11 h 00	Pause café	
11 h 00 - 12 h 30	Activité A : Discussion en petits groupes sur les aspects agricoles existants des CDN de chaque pays	Petits groupes
12 h 30 - 13 h 30	Déjeuner	
13 h 30 - 14 h 30	Discussion en séance plénière sur l'intégration du secteur agricole dans les CDN de chaque pays	Discussion en séance plénière
14 h 30 - 16 h 00	Module 2 : Agriculture intelligente face au climat et définition des priorités – comment prendre des décisions et mettre au point des projets bancables	Robert Zougmore, Responsable du Programme CCAFS pour l'Afrique
16 h 00 - 16 h 15	Pause café	
16 h 15 - 17 h 00	Activité B : Marché des outils – démonstrations d'outils pour la définition de priorités <i>ex ante</i> . Les participants effectuent une visite et posent des questions directement aux démonstrateurs des outils.	Petits groupes
17 h 00 - 17 h 30	Récap. du 1 <sup>er</sup> jour	Jacques André Ndione

### 4 octobre 2018, 2<sup>e</sup> jour : Approfondir la réflexion

8 h 30 - 8 h 45	Récap. du 1 <sup>er</sup> jour, Q&R sur les thèmes du 1 <sup>er</sup> jour	Jacques André Ndione,
8 h 45 - 10 h 00	Module 3 : Financement climatique, y compris les exemples d'études de cas présentés par les pays 1-2	Mme Madeleine DIOUF SARR, Responsable de la Division Changements climatiques, Ministère de l'Environnement et du développement durable, Sénégal
10 h 00 - 10 h 15	Pause café	
10 h 15 - 12 h 30	Activité C : Examen et planification du financement climatique (jusqu'à 12 h 00) Restitution en séance plénière des conclusions des discussions en petits groupes (12 h 00 - 12 h 30)	Petits groupes
12 h 30 - 13 h 30	Déjeuner	

Organized by



With support from



<b>13 h 30 - 14 h 45</b>	Module 4 : Mobilisation du secteur privé – études de cas et bonnes pratiques	Hippolyte Affognon, Agroéconomiste, ICRISAT Bamako
<b>14 h 45 - 15 h 30</b>	Activité D : Réflexion stratégique sur la mobilisation du secteur privé aux niveaux national et régional	Petits groupes + plénière
<b>15 h 30 - 15 h 45</b>	Pause café	
<b>15 h 45 - 17 h 00</b>	Module 5 : Différenciation et inclusion sociales pour un développement équitable	Mathieu Ouédraogo Agroéconomiste, CCAFS- AO, ICRISAT Bamako
<b>17 h 00 - 17 h 30</b>	Récap. des jours 1 et 2, Q&R	Jacques André Ndione

### 5 octobre 2018, 3<sup>e</sup> jour : Entrer dans les détails

<b>8 h 30 - 8 h 45</b>	Récap. du 2 <sup>e</sup> jour, Q&R sur les thèmes des 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> jours	Jacques André Ndione
<b>8 h 45 - 10 h 15</b>	Module 6 : MDV intégrée pour la réduction des émissions de GES et l'adaptation	Patrice Savadogo, PhD Chercheur spécialiste des systèmes agroforestiers, ICRAF.
<b>10 h 15 - 10 h 30</b>	Pause café	
<b>10 h 30 - 11 h 30</b>	Activité E : Défis et solutions pour la MDV	Jacques André Ndione
<b>11 h 30 - 12 h 15</b>	Activité F : Mécanismes de coordination et intégration de la planification	Jacques André Ndione
<b>12 h 15 - 12 h 45</b>	Récapitulation du cours de formation, évaluation finale par les participants	Jacques André Ndione
<b>12 h 45 - 13 h 45</b>	Déjeuner	

Organized by



With support from



## Annexe 2 : Liste des participants

Country	Ministry	Name
Benin	Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche	Souroumalik AWO
Benin	Ministère du Plan et du Développement	HADAROU Soulémana
Benin	Ministère de l'économie et des finances	IDOHOU Adechina Colahole
Burkina Faso	Ministère de l'environnement	SANON D. Mathurin
Burkina Faso	Ministère de l'agriculture	KABORE Ousmane
Burkina Faso	SP-CPSA/Ministère de l'agriculture	Amadou SIDIBE
Burkina Faso	Ministère de l'économie et des finances	Souleymane ZANGO
Cote d'Ivoire	Ministère du Plan et du Développement	Mme Gba Estelle Sophie
Cote d'Ivoire	Ministère de l'économie et des finances	Mme KOUADIO Larissa Sosthène
Cote d'Ivoire	Ministère de l'environnement	AKE Agnon Arsène H. D.
Cote d'Ivoire	Ministère de agriculture	AGBRI Lako
ECOWAS	Cellule Changement Climatique	Mr Raoul Kouame
Mali	L'agence De L'environnement Et Du Développement Durable (AEDD)	Awa MARE
Mali	Ministère de l'agriculture	Oumar MAIGA
Mali	Ministère de l'économie et des finances	YEHIA Abdou
Niger	Ministère de l'environnement	M. Issa IDI
Niger	Ministère de l'agriculture	Mme Zeinabou CHAIBOU
Niger	Ministère du plan	M. IDRISSE Harouna
Senegal	Ministère de l'environnement	Lamine Diatta
Senegal	Ministère de l'environnement	Mme Madeleine SARR DIOUF
Senegal	Ministère de l'agriculture	Bounama Dieye
Senegal	Ministère de l'élevage	Kader AKA
Togo	Ministère de l'économie et des finances	BOKOVI Kossi Mawuena
Togo	Ministère de l'environnement et des Ressources Forestières	Madame YAOU Méry
Togo	Ministère de l'Agriculture de l'élevage et de la pêche	ASSOUGNON Lagno Djiedjom

Organized by



With support from

